

## CONSEIL NATIONAL des 26 et 27 septembre 2020

### Comment travailler sur la réactualisation du Manifeste pour l'Écosocialisme ?

#### Introduction

Le Comité de pilotage « Pour des Assises internationales de l'Écosocialisme » a travaillé depuis plusieurs mois, en lien avec le SEN, avec un premier objectif pendant cette phase du processus de relire les 18 thèses, de confirmer leur cohérence et leur pertinence, mais aussi de relever les imprécisions, les insuffisances, les manques, à la lumière des changements du monde, des nouvelles revendications, des nouvelles luttes, des nouveaux impératifs de notre temps mais aussi de ce que la crise sanitaire actuelle révèle, de la part du système capitaliste et des réponses à lui apporter. Des groupes de travail ont aussi avancé sur les recherches thématiques, bibliographiques et sur l'identification des réseaux et partenaires potentiels pour la construction unitaire des Assises.

Ce travail collectif a donc enrichi les 18 thèses et a produit un document revisité et repeigné, davantage musclé et charpenté face aux enjeux, en y intégrant et en précisant de nouveaux concepts et éléments. Il est plus contemporain, plus précis pour bien identifier et assumer les nouvelles tâches de la période qui s'ouvre.

#### Information sur ce nouveau document réactualisé

*Joint en annexe dans sa forme complète, et à titre d'information. Les modifications figurent en italique gras.*

Quelques exemples de modifications intégrés dans ce texte :

- **Edito.** Nouveau titre « L'écosocialisme, indispensable alternative des temps modernes ». Ajouts comme le capitalocène, le rapport au vivant, aux espèces sauvages et domestiquées, l'actualité des crises sanitaires, la nécessité de construire un rapport de forces face au système capitaliste à l'échelle internationale. Ces thèmes seront ensuite développés dans les autres thèses.
- **Thèse 4.** Nouvel intitulé « Le renouveau du socialisme et du collectivisme » avec une clarification plus poussée sur les rapports de production et de propriété.
- **Thèse 5.** Ajout et développement de la formule « Fin du monde, fin du mois » et l'idée qu'il n'y aura pas d'écologie populaire sans démocratie et pas de démocratie sans égalité sociale.
- **Thèse 6.** Nouvel intitulé « La faillite social-démocrate » au lieu « l'impasse social-démocrate ».
- **Thèse 7.** Ajout et précision de la notion d'utilité sociale des productions.
- **Thèse 8.** Ciblage des attaques sur les systèmes sociaux, la précarisation grandissante et la nécessité d'étendre les droits et les logiques de socialisation.
- **Thèse 9.** « Produire autrement ». Elargissement aux nouveaux secteurs à valoriser dans une perspective écologique. Idée de lier la lutte pour éradiquer le chômage, à l'emploi et à l'extension des productions socialement utiles.

- **Thèse 11.** Précisions sur les potentialités humaines en termes de qualifications pour la transition écologique. Ajout des nouvelles luttes de ces dernières années pour illustrer la pertinence du combat écosocialiste (Gilets Jaunes, luttes féministes, luttes Climat, luttes Amazon,...).
- **Thèse 12.** Articuler les échelles locales et nationales des initiatives et des luttes pour enrichir le projet écosocialiste.
- **Thèse 13.** Mettre en œuvre la planification écologiques Critiquer les logiques prestataires et événementielles néfastes, repenser les croisements entre production, diffusion et consommation.
- **Thèse 14.** Constituante. Introduit le communalisme comme échelon de base de la pratique démocratique et de la révolution citoyenne.
- **Thèse 15.** Mener la bataille idéologique et culturelle, en intégrant l'émancipation par les arts et la culture à l'écosocialisme et en pensant de manière combinée entre école, formation et éducation populaire.
- **Thèse 16.** Faire sauter le verrou des traités libéraux. Idée d'agir dès maintenant sur les exigences alternatives face au commerce international et le rappel des logiques plan A / plan B.
- **Thèse 17.** Porter un combat internationaliste et universaliste. Ajout des révolutions citoyennes de ces dernières années et des expériences révolutionnaires comme le Rojava notamment.
- **Thèse 18.** Mener la révolution citoyenne pour l'écosocialisme. Réactualisation avec les nouvelles formules d'alliance citoyennes et politique comme la fédération populaire.

### **Le travail de propositions du CN : texte modifié et adopté par le CN**

Il s'agit donc d'un nouveau document de travail pour enclencher le processus des Assises.

Dans cette première phase le rôle du CN est de valider les grandes lignes d'actualisation du Manifeste en actant des grands chantiers qui viendront le compléter. Les délégué.e.s du CN auront ensuite la responsabilité d'impulser la dynamique des Assises pour l'écosocialisme dans leurs départements.

Au moins huit chantiers méritent d'être discutés, élaborés et formulés de façon spécifique pour le processus des Assises :

- Le féminisme, élément stratégique, comme un point de départ et non seulement un objectif, à partir des luttes féministes internationales, alternatives pour l'écosocialisme ;
- La conscience écologique en rapport avec le vivant, la biodiversité et les espèces animales ;
- Le pouvoir de la finance et l'arme de la dette ;
- La société de l'entre-aide, de l'autogestion et le partage des biens communs ;
- La souveraineté populaire, de la Commune à l'État ;
- Penser et organiser la bifurcation ;
- Enjeux numériques, enjeux démocratiques, enjeux écologiques ;
- L'eau, une ressource indispensable pour la vie et pour l'intérêt général

Des questions transversales et très diverses comme le rapport au temps, le poids du lobby militaro-industriel, le rapport aux techniques/technologies, la redéfinition des rapports entre culture et nature mériteraient aussi d'être intégrés dans notre réflexion en analysant les différents chantiers dans une perspective internationaliste et décoloniale.

## Annexe -Manifeste pour l'écossocialisme réactualisé

*1<sup>ère</sup> édition février 2013, réédition de novembre 2018 avec réactualisation de la préface et de l'introduction par le SEN, nouveau document de travail juillet 2020 issu du Comité de pilotage*

Ce Manifeste des Assises pour l'écossocialisme s'inscrit dans la lignée du Manifeste international de l'écossocialisme publié en 2002 ainsi que de la déclaration écossocialiste de Belem de 2009, pour ouvrir la voie à un nouveau projet politique. Il a été très largement soumis à débat et amendé dans le cadre des Assises pour l'écossocialisme organisées par le Parti de Gauche le 1er décembre 2012. Plus de 130 amendements de fond, émanant de plus une trentaine d'auteurs d'horizons divers, ont été reçus et traités par son comité.

***Depuis, la crise écologique est sociale s'est accentuée, tandis que surgissent de nouvelles pandémies. Les « 18 Thèses » ne prétendaient pas figer dans le marbre des dogmes : une thèse est une prise de position qui doit suivre l'évolution réelle. Voilà pourquoi ce Manifeste s'enrichit régulièrement. Cette nouvelle version en constitue une nouvelle étape.***

Il a depuis été traduit en anglais, portugais, espagnol, italien, japonais, allemand, grec, néerlandais, russe, suédois, polonais, arabe et coréen. Une traduction en turc est en cours. Il a été présenté dans autant de pays à l'occasion d'une vingtaine d'événements internationaux et a fait l'objet d'Assises décentralisées en France dans une dizaine de régions. Des journées thématiques sur la mer, l'agriculture, la forêt ou l'industrie ont également été organisées en France pour approfondir sa déclinaison concrète dans ces secteurs.

Enfin, plusieurs de ses thèses ont inspiré le programme l'Avenir en Commun, porté à la présidentielle par La France insoumise, qui a recueilli près de 20 % de suffrages : le programme reprenait notamment la critique de la dérive socio-libérale et le mensonge du capitalisme vert (thèse 5) ; le principe de la règle verte (thèse 10) ; la planification écologique (thèse 13) ; les verrous des traités libéraux européens (thèse 16) ou encore la révolution citoyenne (thèse 18).

Dans un monde en perte de repères, cette synthèse est proposée comme guide commun à toutes celles et ceux, organisations comme individus, en France et à l'international, qui se reconnaissent dans l'écossocialisme, projet systémique pensé pour répondre à l'urgence climatique comme à l'impératif de justice sociale.

### **Édito L'écossocialisme, indispensable alternative des temps modernes**

A l'heure où des années de déni climatique semblent avoir cédé brutalement la place à la dystopie, il nous appartient de regarder la situation avec responsabilité et lucidité. L'aggravation des inégalités sociales, la montée des fascismes sur la scène internationale, le réchauffement / **dérèglement climatique**, l'extinction de la biodiversité et **les crises sanitaires à répétition** agissent comme autant de signaux d'alarme. Les scientifiques nous pressent de revoir l'organisation de nos systèmes de production, d'interroger la nécessité même de ces productions au regard de la destruction qu'elles engendrent, de revisiter même philosophiquement notre rapport aux écosystèmes et au monde vivant. Et ce, de manière urgente. Nous avons déjà perdu cinquante précieuses années depuis que les risques sont connus, à cause de l'inaction des gouvernements successifs de la planète, ignorants, irresponsables, ou inféodés à des lobbies pour lesquels seul compte la recherche de profits. Soyons sûrs que le monde capitaliste fera tout pour continuer dans son intérêt propre et ne s'amendera pas.

Aujourd'hui la crise n'est plus sociale, démocratique ou environnementale : elle est devenue systémique et structurelle de l'ère thermo-industrielle, qualifiée aujourd'hui de **capitalocène**. **Au-delà de la main de l'homme, c'est bien une crise du mode d'exploitation, de production et d'échange du capitalisme.**

La vulnérabilité de notre civilisation à une réaction en chaîne est aggravée par l'interdépendance induite par la mondialisation et la financiarisation des échanges, le contrôle algorithmique de la société, la perte de savoirs manuels et de connaissances liées au milieu naturel. La probabilité d'un effondrement systémique à l'échelle planétaire reste difficile à évaluer, mais on connaît déjà l'existence de seuils de rupture et de phénomènes d'emballlement, on sait que sur les dix limites planétaires identifiées par un groupe de chercheurs en 2009 quatre ont déjà été dépassées, et des catastrophes ont déjà lieu, qui touchent d'abord les populations les plus vulnérables. Incendies, sécheresses, inondations, pertes de récolte, **dangers sanitaires avérés**, risques accrus de conflit : la santé des écosystèmes devient un enjeu de justice sociale, **de santé** et de paix. Il en va des conditions mêmes de la vie humaine sur Terre.

L'analyse systémique de l'écosocialisme, qui postule que l'écologie est incompatible avec le capitalisme, qui induit productivisme et financiarisation de l'économie, consiste précisément à ne pas dissocier les effets sociaux, environnementaux, économiques et démocratiques du système actuel. Sa radicalité, au sens d'une analyse exigeante qui s'obstine jusqu'à pénétrer la racine des causes, est ce qui lui permet de ne pas s'égarer du côté de l'imposture du capitalisme vert, de l'écologie libérale, des accommodements qui consistent à n'agir qu'à la marge, sur les conséquences, sans s'attaquer aux causes du problème ni bouleverser le système. Répondre à ces enjeux nécessite de revoir le système économique, l'organisation de la production, les forces sociales à mettre en mouvement pour y arriver. **La dimension d'intérêt général humain revêt la question de la sauvegarde de notre écosystème et ne doit pas occulter un indispensable affrontement : un rapport de force à engager vis à vis du système économique mondial et de celles et ceux dont l'intérêt particulier est qu'il ne change pas.**

**Cette mise en mouvement, la construction de ce rapport de force**, suppose aussi un projet, une nouvelle utopie : un horizon de société qui agisse à la fois comme but à atteindre et comme motivation en soi.

L'écosocialisme a le mérite d'offrir ce cap invariant dans un monde en plein bouleversement. Notre responsabilité politique consiste non pas à croire telle ou telle hypothèse, à se déclarer optimiste ou pessimiste, mais à regarder les faits, à porter un discours de vérité et à agir avec lucidité. Cela implique de désigner les responsables sans se tromper d'adversaire (l'oligarchie et non les classes populaires). Il s'agit aussi de mettre à jour les inégalités environnementales et de démystifier les impostures « vertes », de repenser l'être humain comme faisant partie des écosystèmes et de tracer la ligne d'horizon d'un futur désirable en tirant les enseignements des impasses du passé. Qu'il s'agisse de remettre l'économie au service des besoins, de fixer un revenu maximum autorisé, d'instaurer la règle verte, de remettre en cause le mythe de la croissance, de réduire notre consommation d'énergie, de relocaliser la production comme de développer la souveraineté alimentaire, **de revisiter notre rapport au vivant, aux espèces sauvages ou domestiquées.**

Sans oublier la bataille **idéologique** et culturelle, les luttes et résistances ou la solidarité internationale, l'écosocialisme contribue à dessiner les contours d'un monde plus juste, plus harmonieux, et au final plus résistant aux secousses qui ont déjà commencé.

C'est ce projet politique que le Manifeste pour l'écosocialisme décrit sous la forme condensée de dix-huit thèses, comme un guide commun pour aller sauver chaque dixième de degré, chaque bribe de biodiversité menacée, et amortir les dégâts sociaux et biophysiques des catastrophes déjà en cours ; c'est également un outil précieux pour nous aider à réfléchir et préparer le monde que nous souhaitons voir émerger.

C'est aujourd'hui que l'après se construit, ici et maintenant qu'il nous faut semer des graines pour l'avenir. Car quoiqu'il arrive, toutes les forces lancées dans la voie de l'écosocialisme auront planté les bases d'un rapport au monde réinventé, d'un nouvel ordre imaginaire et de récits collectifs inédits, d'une organisation sociale et d'une cosmologie embellies, susceptibles de métamorphoser la société.

Le Secrétariat Exécutif National du Parti de Gauche

## I QU'EST-CE QUE L'ECOSOCIALISME ?

### 1- Une alternative concrète et radicale.

L'écosocialisme n'est pas une utopie à laquelle le réel devrait se conformer. C'est la réponse humaine raisonnée à la double impasse dans laquelle est enfermée dorénavant l'humanité en raison des modes de production et de consommation de notre temps qui épuisent l'être humain et l'environnement. Elle appelle une pensée et une action politique radicale, au sens où elle doit aller à la racine des causes. Nous combattons donc les deux moteurs du système actuel : le capitalisme et le productivisme. Le capitalisme impose la marchandisation pour faire de toute chose une nouvelle source de dividendes. Il est ainsi responsable du creusement des inégalités sociales et de la mondialisation à l'œuvre, libérale et liberticide, où règne le dumping social et environnemental avec la délocalisation des pollutions et des altérations de l'écosystème. Le productivisme épuise les ressources naturelles et perturbe le climat. L'idéologie consumériste est son corollaire. Elle élève l'accumulation matérielle au rang de loi, à grands coups de publicité pour générer des besoins jamais rassasiés. Nous désignons les vrais coupables de ce système : l'oligarchie financière mondialisée, les gouvernements soumis aux lobbies des multinationales sans contrôle démocratique, les idéologues de la concurrence « libre et non faussée », du capitalisme vert et du libre-échange.

Face à eux, l'écosocialisme est une alternative pour sortir de la crise et imposer l'intérêt général humain : partager les richesses sans attendre, fonder une nouvelle économie des besoins et de la sobriété, préserver le climat, l'écosystème et sa biodiversité.

### 2- Un paradigme de l'intérêt général.

L'être humain est partie intégrante de l'écosystème dans lequel il vit. Ils ne peuvent être dissociés. **Il n'y a qu'une seule biosphère**, un seul écosystème global compatible avec la vie humaine. Dès lors, nous sommes tous semblables dans notre dépendance à l'écosystème. Cette vérité s'impose à tou·tes, en dépit de nos différences de tous ordres. Il y a donc un intérêt général humain qui est lié à celui des autres espèces vivantes : préserver l'écosystème qui rend la vie humaine possible. **Il nécessite de repenser radicalement notre rapport au vivant, végétal comme animal.** Comment l'identifier sinon par la libre délibération collective ? Comment celle-ci pourrait-elle être libre si les un·es dominent les autres, si des vérités révélées s'imposent en préalable ? Le paradigme écologiste appelle donc la démocratie, l'égalité sociale, la laïcité et le féminisme. Ce sont des conditions indispensables pour que le débat citoyen puisse avoir lieu sans intrusion de force oligarchique, dogmatique ou patriarcale. Enfin, dans la délibération pour déterminer **les voies à suivre pour préserver l'intérêt général humain**, chacun·e d'entre nous est appelé·e à dire non pas ce qui est bon pour lui mais ce qui est bon pour tou·tes. Cela institue l'universalité des droits humains, la citoyenneté comme devoir et la République comme nécessité. Tel est le lien raisonné qui unit l'écologie politique et la République sociale universelle. C'est cette théorie politique globale que nous nommons écosocialisme. Il s'agit d'un humanisme et d'un universalisme socialiste et concret.

### 3- Une nouvelle synthèse politique à gauche.

L'écosocialisme est un nouveau projet politique réalisant la synthèse d'une écologie nécessairement anticapitaliste et d'un socialisme débarrassé des logiques du productivisme. Il permet ainsi la jonction des grands courants de la gauche dans un nouveau paradigme politique. Nous avons besoin de ce projet de société alternatif au capitalisme. Il trace une ligne d'horizon dans la lutte pour une société d'émancipation et de progrès où le saccage de l'environnement, la surexploitation du vivant et l'exploitation de l'homme **[être humain]** par l'homme **[lui-même]** auront disparu. Notre projet écosocialiste prend en compte les besoins humains et les limites de la planète. Il repense l'utilité sociale de la production, **le sens de notre rapport au vivant**, nos manières de consommer, nos besoins réels, la finalité de nos produits et la manière de les produire.

#### 4- Le renouveau du socialisme et *du collectivisme*.

Le socialisme a toujours visé l'émancipation de la personne humaine. Elle passe par le partage de la richesse, **la mise en commun au service du collectif**, la démocratisation du pouvoir et l'éducation globale de chaque femme et chaque homme. Ce programme est toujours le nôtre et **il s'agit de penser un nouveau collectivisme écologique des biens communs et des grands leviers de production, d'échange et d'allocation des ressources**.

Nous savons dorénavant que l'émancipation ne peut être atteinte par la croissance sans fin : **non seulement l'écosystème qui rend la vie humaine possible ne permet pas cette croissance infinie, mais le dogme d'une croissance infinie est l'instrument de l'aliénation productiviste et consumériste**. Ce constat oblige à définir un nouveau modèle de progrès en rupture avec le système capitaliste, **ses rapports de production et de propriété, et son dogme de la croissance**. Doivent être repensés non seulement le système de production et d'échange, mais aussi le contenu des productions et les modes de consommation. Cette approche implique par conséquent l'ensemble de l'organisation sociale et politique. Elle nous oblige à penser de façon nouvelle ce qu'est véritablement le progrès humain dans la perspective de la préservation de l'écosystème. Dans ces conditions, nous proposons un nouvel énoncé de la stratégie émancipatrice pour le futur de l'humanité. Cette nouvelle conscience et son programme d'action sont l'écossocialisme. Ses méthodes sont la radicalité concrète, la planification écologique et la révolution citoyenne.

## II SORTIR DES IMPASSES IDÉOLOGIQUES

#### 5- Le mensonge du capitalisme vert, les risques de l'environnementalisme.

Notre écologie est sociale, elle prolonge les combats historiques de la gauche. Nous rejetons la mystification représentée par une certaine vision de l'écologie qui se veut compatible avec le libéralisme. Nous dénonçons le « capitalisme vert », qui sous couvert de développement durable offre un nouvel espace à la mainmise de la recherche du profit maximal, alimente la dynamique impérialiste et le « court-termisme ». Nous refusons **un certain discours écologiste qui se contente de culpabiliser les individus, comme si chacun-e pesait d'un poids égal dans la crise écologique alors que l'empreinte carbone des plus riches est la plus forte, et comme si chacun-e en payait un prix égal, alors que les inégalités environnementales se font toujours plus criantes. Nous refusons aussi le discours qui oppose « fin du monde » et « fin du mois ». Il s'agit, au contraire, de souligner la responsabilité majeure du productivisme sans frein, de s'attaquer aux modes d'exploitation, de production et de consommation capitalistes dans le cadre du développement inégal et combiné du capitalisme contemporain**. Nous refusons une écologie de salon coupée des classes populaires, sans critique sérieuse de l'économie mondialisée, dépourvue de vision sociale et dès lors d'efficacité environnementale. Notre écologie aborde les questions d'environnement en faisant systématiquement le lien de la critique du système économique avec les luttes sociales, en y impliquant l'ensemble des citoyen·nes. **Notre écologie est une écologie populaire: elle se fera avec, pour et par l'action collective citoyenne. Pas d'écologie populaire sans démocratie, pas de démocratie sans égalité sociale**.

#### 6- La faillite social-démocrate.

Nous avons réfuté la doctrine sociale-démocrate qui voulait que toute redistribution des richesses passe d'abord par la relance de la croissance du PIB et la hausse de la consommation matérielle globale. **Ceci représentait depuis longtemps** un double contre-sens. Elle voulait maintenir la puissance du capital financier et supposait que la répartition de la richesse s'organise à partir « des fruits de la croissance ». Elle ne s'attaquait pas à l'accumulation déjà acquise. Nous savons que les richesses existent, et qu'il n'y a pas lieu d'attendre pour les redistribuer. Ce qui est en cause c'est l'accaparement de ces richesses via la prédation du capital. D'autre part, cette doctrine repose sur un modèle d'expansion infinie qui est un suicide de la civilisation humaine. Le PIB est un indicateur qui reflète l'ensemble des productions et consommations de biens et de services. **Ceci qui ne reflète pas les aspects qualitatifs des productions et consommations, et le bien vivre dans une société**.

***La social-démocratie a failli ; elle a même fait faillite car elle a épousé la logique du capitalisme et s'en est trouvée totalement prisonnière. Une faillite faisant des dégâts considérables sur la possibilité d'alternative au système capitaliste.***

Il est bien sûr impératif que chaque être humain puisse accéder aux biens fondamentaux. Bien sûr, la relance des activités d'intérêt général est indispensable. Pour autant, la relance d'une croissance économique aveugle n'est pas de nature à répondre aux urgences sociales. Elle est encore moins souhaitable ni tenable du point de vue de la préservation de l'écosystème, des ressources naturelles et du climat. Nous n'attendons donc ni la reprise de la croissance ni les effets bénéfiques de l'austérité : nous ne croyons ni à l'une ni aux autres.

### **III INSTAURER UNE NOUVELLE ÉCONOMIE POLITIQUE POUR LE PROGRÈS HUMAIN ET LA NATURE**

#### **7- Mettre l'économie au service des besoins.**

L'écosocialisme veut mettre l'économie et le système productif au service des besoins humains. Cela s'oppose à la « politique de l'offre » défendue par les libéraux. Nous refusons cette logique productiviste qui consiste à produire tout et n'importe quoi dans n'importe quelles conditions pour l'écouler sur un marché par des dépenses publicitaires. Comment ne pas voir aussi que dans cet objectif, pour augmenter ses profits, le système nous vend des produits programmés pour tomber en panne et devenir démodés de plus en plus vite ? Comment supporter plus longtemps le gâchis des déchets croissants de notre civilisation ? Comment fermer les yeux sur le fait que beaucoup sont exportés vers les pays du Sud au détriment de la santé des populations et de leur environnement ?

Nos décisions collectives doivent au contraire être guidées ***par la volonté de reprendre le contrôle sur les conditions de production et de consommation, à travers des luttes et de décisions politiques. Ces choix seront guidés par une délibération collective définissant les besoins « authentiques », leur utilité sociale, leur valeur d'usage et les moyens à mettre en œuvre pour la satisfaction des besoins réels.*** C'est le sens de la planification écologique. Elle inverse cette logique en partant des besoins, du devoir de préserver l'écosystème et du droit de tou·tes à vivre dans un environnement sain. Elle met le système productif en adéquation avec ces impératifs.

#### **8- Rompre avec les schémas de pensée traditionnels.**

L'écosocialisme remet en cause la dictature des intérêts particuliers et de la propriété privée des moyens de production. Il questionne le rapport au travail. Nous prônons l'appropriation sociale des moyens de production et les propositions alternatives de l'économie sociale et solidaire en termes d'autogestion et de coopératives. ***Nous nous opposons aux attaques continues contre les acquis sociaux, systèmes de protection sociale, droit du travail, ainsi que les nouvelles formes d'exploitation et de précarisation à travers les plateformes et le recours au statut d'auto-entrepreneur. Nous prônons l'extension des droits sociaux et des formes de socialisation.*** Nous défendons la souveraineté budgétaire et la nationalisation comme outil de politique publique, pour garantir l'intérêt général, notamment en matière de services bancaires et de crédit. Indice de progrès humain, démondialisation et protectionnisme social et écologique, dotation inconditionnelle d'autonomie et salaire socialisé, revenu maximum autorisé sont autant de perspectives que nous avons à l'esprit pour sortir des sentiers battus et éviter le piège d'un accompagnement du système. Il nous faut également aller plus loin en matière de réduction drastique du temps de travail : « travailler moins pour travailler tou·tes et mieux », fixer le plein emploi comme horizon tout en interrogeant les finalités du travail. Rien ne sert de travailler davantage que le temps utile à produire ce qui nous est nécessaire. Le temps ainsi libéré pourrait utilement être affecté à des activités considérées aujourd'hui comme « improductives » et pourtant combien essentielles au bien vivre.

## 9- Produire autrement.

La révision en profondeur de notre système de production repose sur ce que nous appelons les « 4 R » : relocalisation de l'activité, réindustrialisation écologique, reconversion de l'outil industriel et redistribution du travail. De nombreux besoins non satisfaits existent : dans une industrie relocalisée, dans les services aux personnes, dans l'agro-écologie et l'agriculture paysanne au service de la souveraineté alimentaire et de la santé de tou·tes, dans la recherche et les filières « vertes » visant à réduire notre dépendance aux ressources épuisables (écoconstruction, efficacité énergétique, rénovation thermique, énergies renouvelables...), **ainsi que dans les circuits indispensables de réparation et de recyclage vers l'objectif de « zéro déchet ».**

***L'argument de l'emploi est trop souvent mis en avant contre l'impératif de la protection de l'environnement. C'est une absurdité : on voit aujourd'hui le coût économique et social du laisser-faire libéral, là où la relocalisation et la transition écologique permettraient au contraire de conserver, transformer ou créer de nombreux emplois, locaux et pérennes, dans tous les pays.***

***L'éradication du chômage - et donc l'augmentation de la proportion des travailleur·ses ayant accès à un emploi - doivent être considérées comme un objectif. La question de l'augmentation de la quantité totale du travail d'une société doit être aussi posée. Le temps de travail individuel doit être défini à partir du rapport entre la quantité de travail socialement nécessaire et la quantité d'actif·ves disponibles.***

***Pour permettre la relocalisation de notre appareil productif et industriel au plus proche des bassins de vie, il nous faut une stratégie - la planification écologique et sociale - et un outil - le protectionnisme social et solidaire.***

## 10- Instaurer la règle verte comme boussole politique.

La « règle verte » est notre indicateur central de pilotage de l'économie. Elle remplace « la règle d'or » des politiques d'austérité et « d'ajustement structurel » imposés par la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, la Commission européenne et la Banque centrale européenne. Elle vise à assurer notre responsabilité devant l'humanité et son écosystème en supprimant la dette écologique. Elle associe la nécessaire réduction de certaines consommations matérielles et la nécessaire relance de certaines activités avec la prise en compte systématique de l'empreinte écologique générée. En plus des dégâts déjà commis à rattraper en matière d'émissions de gaz à effet de serre, de contamination de l'écosystème, de consommation de ressources non renouvelables et de perte de biodiversité, nous adoptons comme moyen d'évaluation des politiques publiques, de retarder chaque année le « jour du dépassement global ». Il s'agit de la date où nous avons prélevé à l'échelle mondiale le volume de ressources renouvelables égal à ce que la planète est en mesure de régénérer et où nous avons produit les déchets qu'elle est capable de digérer. Notre objectif est de la repousser au 31 décembre, c'est-à-dire de neutraliser notre empreinte écologique. Cela implique la réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre et l'arrêt du nucléaire qui produit des déchets radioactifs que nul ne sait gérer et qui comporte des risques inacceptables pour les êtres humains comme pour l'écosystème.

## IV CONSTRUIRE LA RÉVOLUTION ÉCOSOCIALISTE

### 11- Les luttes doivent converger.

Notre objectif de rupture civilisationnelle impose que l'action politique soit le fait du plus grand nombre. Il s'agit de rassembler et d'agir, non de se contenter d'avoir raison entre convaincus, ou pire, de dresser les un·es contre les autres : nous nous situons aux côtés des **travailleur·ses**, des exclu·es du système et de tou·tes celles et ceux qui résistent et sont porteurs de projets alternatifs sociaux et environnementaux. La reconversion, la transition écologique et sociale ne se fera pas sans elles et eux, encore moins contre elles et eux.



Nos adversaires dans cette bifurcation radicale de société ne sont certainement pas les chercheur·ses, **les travailleur·ses de l'industrie ou les agriculteur·trices, qui, au contraire, sont souvent les mieux placé·es, de par leur savoir-faire et leur qualification, pour mettre en œuvre la transition écologique.** Nos adversaires sont les banques, les multinationales et les actionnaires qui orientent la production et la consommation en fonction de leurs intérêts privés et non de l'intérêt général.

**Aux côtés des Gilets Jaunes, nous disons : « fin du monde, fin du mois, même combat ». La rupture écosocialiste ne pourra se faire qu'avec tou·tes celles et ceux qui se lèvent contre l'injustice sociale et la relégation spatiale qui trouvent leurs causes dans un même système qui exploite les humains et épuise la planète.**

**De même, les manifs et grèves climats, luttes contre des GP2I + les initiatives d'XR, les blocages d'Amazon attestent d'une contestation grandissante de la logique productiviste.**

**Le vaste mouvement féministe #MeToo a remis à l'ordre du jour la question de la violence et de la prédation du patriarcat sur les corps des femmes, avec les luttes antiracistes qui prolongent le combat pour l'égalité.**

**La rupture avec la prédation exercée par le capitalisme sur la planète et sur les travailleur·ses nécessite de faire combat commun avec celles et ceux qui s'élèvent contre toutes les autres formes de domination et d'exploitation.**

## **12- Lutter et résister pour inventer.**

La révolution écosocialiste combine propositions programmatiques et présence dans les luttes sociales et environnementales, aux côtés de toutes celles et ceux qui résistent. **Elle combine aussi plusieurs échelles: l'encouragement et de développement des initiatives locales participant à la mise en place de la transition écologique et sociale dans les territoires ainsi que leur nécessaire coordination à l'échelle régionale et nationale par une politique de planification écologique et sociale.**

Les citoyen·nes engagé·es dans ce projet s'impliquent dans le développement d'expérimentations et alternatives concrètes : circuits courts, associations pour le maintien de l'agriculture paysanne, soutien aux ceintures et cultures vivrières et actions contre l'artificialisation des sols, collectifs de villes en transition, reprise d'entreprises par les travailleurs, systèmes d'échanges locaux, épargne citoyenne et monnaies complémentaires, habitat collectif et co-voiturage... Ils et elles sont actif·ves dans des actions de désobéissance civique non violente, opérations anti-publicité ou réquisitions de logements vides. Les élu·es du peuple pour le projet écosocialiste s'engagent dans une démarche cohérente entre leurs discours et leurs actes. Ils et elles font vivre la gauche par l'exemple en mettant en place des radicalités concrètes comme le retour en régie publique de la gestion des **biens communs, la gratuité des services publics, le foncier agricole dans les villes** ou encore des mesures d'interdiction de la publicité.

## **13- Mettre en œuvre la planification écologique.**

La planification écologique impose la prise en compte du temps long et la maîtrise publique, le tout placé sous contrôle des citoyen·nes, travailleur·ses et usagers. Le problème n'est pas l'industrie, l'agriculture, la recherche ou la technique en soi, mais bien l'absence de choix et de contrôle citoyen. Une révolution citoyenne est nécessaire pour conquérir cette capacité de contrôle. Tel est le mélange détonant d'utopisme révolutionnaire et de technicité auquel nous aspirons. Le Plan écologique donne la possibilité d'organiser la bifurcation vers un autre mode de développement, en interrogeant nos besoins et en réorientant production, services, échange et consommation en vertu de leur utilité sociale et écologique. Le secteur de la recherche doit se réorganiser autour de l'intérêt général et des besoins réels, et inventer de nouvelles formes participatives par le biais par exemple de conventions de citoyen·nes. L'école publique, à travers les voies professionnelles, technologiques et générales, doit organiser l'élévation des connaissances et des qualifications à tout âge afin de réussir cette bifurcation et faire émerger de nouvelles filières.

**La logique des prestations de services et des grands événements doit aussi être repensée comme le tourisme de masse, le croisiérisme, ou encore les JO qui sous leur forme actuel sont plus la fête des sponsors que la fête du sport.**

***Le croisement production, diffusion et consommation dans le secteur « logistique » (transports de marchandise, livraisons Amazon, Deliveroo, etc.) avec son cortège d'ubérisation et de précarité appelleront à la plus grande vigilance.***

Des « conférences de participation populaire » doivent être organisées pour redéfinir les critères d'utilité sociale et environnementale et l'articulation entre les différents échelons, des politiques européennes aux actions locales. La planification écologique organise l'intervention continue des salarié·es dans la gestion des entreprises, dans le prolongement de la convergence croissante des luttes sociales et environnementales.

#### **14- Pas d'égalité et de République sociale possibles sans Constituante !**

Nous affirmons l'exigence d'un haut niveau de culture commune par l'école publique incluant l'éducation à l'environnement. Sinon comment rendre possible l'émancipation individuelle et collective, seule à même de permettre le consentement à un contrat social partagé par tou·tes ? Le projet écosocialiste réaffirme le rôle de l'État, de la collectivité et des services publics, indispensables pour planifier la rupture, construire une société émancipatrice et garantir l'égalité d'accès aux droits fondamentaux pour tou·tes, partout.

Ils doivent donc être refondés par le moyen d'une assemblée constituante. Celle-ci doit renouveler de fond en comble les formes institutionnelles et mettre en place les moyens démocratiques qui rendront possibles l'implication citoyenne permanente et la souveraineté populaire en tous domaines. ***Au peuple de réécrire collectivement les règles républicaines.*** Car la tâche révolutionnaire est immense. Nous appuyons en effet la mise en place d'un « ménagement » du territoire à rebours de l'étalement urbain, de la concentration des populations dans des mégapoles et de la mise en concurrence des territoires. Nous militons pour un nouvel urbanisme qui rapproche les fonctions indispensables au « bien vivre » (services publics de santé et d'éducation, logement, activité professionnelle, culture et loisirs, biodiversité, agriculture paysanne). Nous refusons la marchandisation du vivant et les OGM, ainsi que la financiarisation des biens communs comme l'eau, l'énergie et le savoir, et la privatisation des services publics. Ceux-ci doivent faire l'objet d'une gestion publique en repensant l'articulation entre l'État, garant de l'égalité républicaine, les collectivités locales et l'action des citoyen·nes, syndicats, associations et usagers.

***La commune est l'échelon de base révolutionnaire, entendu non pas comme un territoire à administrer, mais bien comme la communauté constituée pour décider de ses biens communs. Municipalisme, communalisme, ou République des communes, la souveraineté communale et l'auto-organisation locale sont des piliers du processus de la révolution citoyenne***

#### **15- Mener la bataille idéologique et culturelle.**

Le projet écosocialiste mène un combat idéologique et culturel par ***l'école publique, la réappropriation des arts et de la culture***, par l'éducation populaire, ***et la valorisation de la production culturelle et des savoirs populaires.***

***Notre projet veut décoloniser l'imaginaire hors du champ de la marchandise. Notre projet fait le pari de la capacité à penser, à agir et s'émouvoir. La confrontation aux arts, aux sciences et à la réflexion permettra de devenir un·e citoyen·e éclairé·e, exigeant·e, créatif·ve et ouvert·e .***

***Nous dénonçons le façonnage d'un·e individu-consommateur·trice docile***, soumis·e aux avis de prétendu·es expert·es et aux impératifs du productivisme qui nous fait désirer des productions nuisibles et inutiles, fabriquées à l'autre bout de la planète dans des conditions de travail indignes et sous des législations environnementales défailtantes voire inexistantes. ***Nous combattons*** les bras armés du productivisme que sont la publicité, avec son cortège de marchandisation des corps et de sexisme, la mode et les médias, relayés par les organismes de crédit, qui nous conditionnent et nous soumettent à une injonction d'achat et de gaspillage permanents.

Cette bataille idéologique est aussi une bataille de vocabulaire. Nous refusons la politique de l'oxymore et la novlangue libérale : le « prix du travail » qui devient un « coût », les cotisations sociales des « charges », les « gardiens de la paix » renommés « forces de l'ordre », la vidéosurveillance « vidéoprotection », ou encore le nucléaire déguisé en énergie « propre et décarbonée ». ***L'éducation populaire, si elle s'appuie sur des politiques publiques fortes, n'est pas que l'éducation du peuple, elle représente une co-éducation mutuelle par la socialisation des savoirs et des pratiques.***

#### **16- Faire sauter le verrou des traités libéraux.**

A l'échelle mondiale, nous dénonçons les accords promus par l'Organisation mondiale du commerce, accords de libre-échange et accords de partenariat économique qui contribuent à l'épuisement des ressources naturelles, à l'exploitation des peuples du Sud et au dumping social dans les pays dits développés.

***De nouvelles règles du commerce international sont indispensables pour limiter les importations de produits respectant des conditions de production compatibles avec la sauvegarde des écosystèmes et avec le respect des droits sociaux fondamentaux. De même, la relocalisation de nombreuses activités agricoles et industrielles constitue un des éléments fondamentaux de la transition écologique. Les Etats et les ensembles régionaux doivent protéger leurs marchés dans cet objectif.***

***Des poursuites et des sanctions sont indispensables vis-à-vis des entreprises multinationales, dans l'ensemble des processus de production, y compris la sous-traitance, ne respectent pas les droits sociaux fondamentaux, détruisent l'environnement et échappent à leurs obligations fiscales en recourant aux paradis fiscaux. Les mécanismes de coopération internationale doivent être renforcés, notamment dans le cadre des Nations-Unies, pour la défense des biens communs mondiaux, pour la préservation des écosystèmes, la lutte contre le dérèglement climatique, la santé des populations, la lutte contre les pandémies, et la sécurité alimentaire.***

Première zone économique du monde, l'évolution de l'Union européenne implique toute la planète. Sa politique libérale est verrouillée par les traités actuels et les plans d'austérité. Établis sous la houlette de lobbies économiques et financiers, ils ont tous en commun de prévoir la disparition des services publics, l'extension du domaine marchand et du libre-échange. Cela provoque à la fois gâchis dû aux compétitions mercantiles, et destruction des services publics et biens communs au profit des intérêts privés. L'Europe libérale et austéritaire empêche aussi de maîtriser et d'orienter le contenu de la production et de l'échange vers des objectifs de progrès humain.

Dans ces conditions, nous assumons qu'une politique écosocialiste en Europe passe par la désobéissance à l'Europe libérale et à ses directives. Il faut pour cela construire d'autres rapports de force entre les citoyen·nes, le pouvoir de la finance et celui des institutions anti-démocratiques de l'Union européenne.

***Les alternatives à l'Union Européenne actuelle sont possibles sous forme de plan A (conditions démocratiques, sociales et financières de changement des traités) et ou de rupture et de nouveaux regroupements entre pays sous forme de plan B.***

#### **17- Porter un combat internationaliste et universaliste.**

Il n'y a qu'un seul écosystème compatible avec la vie humaine, ***mais il y a différentes manières de le détruire selon les continents.*** Il faut en tirer les conséquences dans tous les domaines. Les décisions prises à un endroit sur la planète ont des répercussions partout ailleurs. Le projet écosocialiste implique la reconnaissance de la responsabilité des pays dits du Nord, de l'Organisation mondiale du commerce, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale vis à vis des peuples dits du Sud.

**De nouvelles formes de colonialisme sont à l'œuvre au nom du productivisme et de la division international du travail.** La compétition est organisée en lieu et place de la coopération, le productivisme et ses effets sur le climat mondial, le pillage des ressources naturelles, l'accaparement des terres arables, ou encore l'austérité imposée par la Troïka. Il induit la reconnaissance de la Déclaration universelle des Droits de l'homme et la création d'un Tribunal international des crimes contre l'environnement. L'écosocialisme nous impose de contribuer aux débats liant politiques de développement et de progrès social, et préservation de l'environnement. Pour cela, nous soutenons et nous inspirons des alternatives à l'étranger : **révolutions et insurrections citoyennes dans de nombreux pays au Maghreb, au Moyen-Orient, au Soudan, mouvement des traites sans terre, expérience démocratique du Rojava, expériences d'assemblées constituantes en Islande et au Venezuela**, initiative Yasuni ITT pour laisser le pétrole sous terre en Équateur... Les savoirs, l'expérience et les méthodes acquises dans ces situations doivent pouvoir converger. Le projet écosocialiste doit pouvoir être porté par un forum mondial qui en fasse le but de la révolution citoyenne de notre temps. **Ecosocialisme rime avec internationalisme : c'est à cette échelle que nous devons penser, agir, nous coordonner.**

### **18- Mener la révolution citoyenne pour l'écosocialisme.**

Compte tenu de l'ampleur de son objectif, la remise en cause du modèle productiviste capitaliste ne peut résulter d'une simple alternance électorale et de décisions venues d'en haut. Elle implique une refonte radicale des institutions incluant scrutins à la proportionnelle, parité et non cumul des mandats permettant au peuple d'être effectivement représenté dans toutes ses caractéristiques. Il s'agit de mettre au pas l'oligarchie et d'assurer, en toutes circonstances, la souveraineté populaire par une démocratie réelle. **Cela exige des alliances politiques et citoyennes qui conjuguent leur action avec des mouvements d'implication populaire dans tous les domaines de la vie de la société. C'est le sens de la formule de « fédération populaire ».**

Cette réappropriation de l'initiative politique et citoyenne par chaque femme et chaque homme, dans le but de déterminer partout et sur tous les sujets quel est l'intérêt général, c'est ce que nous nommons la révolution citoyenne. C'est une révolution, car elle se propose de changer les formes de la propriété, le système institutionnel et la hiérarchie des normes juridiques, sociales et environnementales qui organisent la société et l'économie. Elle est citoyenne, car elle veut donner le pouvoir à chacun non pour l'intérêt d'une catégorie sociale en particulier mais pour le bien de tout humain, et car elle se donne des formes institutionnelles et se soumet au suffrage universel, dans le pluralisme politique. Nous refusons que le désespoir et la colère ne basculent du côté de la haine. Ni avant-garde éclairée, ni dictature verte, ni repli ethniciste, nous défendons donc la voie démocratique de la révolution citoyenne. Le peuple n'est pas le problème, il est la solution. Le pire dommage de la crise actuelle de la civilisation humaine serait que l'humanité soit incapable de s'ouvrir à la voie d'un autre futur.

L'écosocialisme peut être celui-ci. Qu'il fleurisse !